

10 Port-Gentil

Vie des partis politiques/PGP

Le bureau provincial derrière Jean Ping

SYM
Port-Gentil/Gabon

DEUX faits essentiels ont dominé les échanges lors de la récente rencontre entre les responsables et les militants locaux du Parti gabonais du progrès (PGP). Le premier concerne la descente de l'huissier de justice Soufiano Mintcho au domicile du président de la Coalition pour la nouvelle République, vendredi dernier, accompagné de plusieurs gendarmes en-cagoulés. Le président provincial du PGP pour l'Ogooué-Maritime, Paul Mouketou, et les siens ont condamné cet événement qui, selon eux, est « propre aux pays où le totalitarisme est une règle ». Les héritiers de feu Pierre-Louis Agondjo Okawe y voient « un stratagème pour étouffer politiquement le principal



Photo : Koumouss

Le président provincial du PGP, Paul Mouketou, s'adressant...

challenger d'Ali Bongo Ondimba lors de la dernière Présidentielle. » Non sans s'inquiéter du rôle que la justice gabonaise joue de plus en plus aux côtés du pouvoir et de ses proches. Pour eux, le motif de diffamation est fallacieux, « entendu que, à la suite de leur neutralisation par les partisans de Jean Ping, les jeunes délinquants qui avaient tenté de saccager les biens de l'ancien président de la Commission de

l'Union africaine, avant le scrutin présidentiel de 2016, avaient nommé Hervé Opiangah comme étant celui qui les avait envoyés. » C'est donc cette affirmation que M. Ping a porté à la connaissance de la communauté nationale et internationale, disent-ils. Militants et cadres du PGP se sont, par ailleurs, demandé sur quelle loi s'est appuyée le parquet de Libreville pour condamner



Photo : Koumouss

...aux militants.

Jean Ping à 600 millions de francs au titre des dommages et intérêts, alors que le Code pénal parle d'une amende allant de 24 000 à 300 000 francs pour des cas de diffamation. « C'est en s'appuyant sur ces dispositions que le tribunal de Tchibanga avait condamné le syndicaliste Libama pour avoir diffamé le procureur de cette même juridiction. Nous avons l'impression que le parquet de Libreville a un Code

pénal autre que celui dont se servent les autres juridictions du pays », ironisent-ils. Paul Mouketou et ses hommes sont également revenus sur plusieurs autres sujets, notamment les actions de l'Union européenne, de la Cour pénale internationale (CPI) et de l'Organisation des Nations-unies (ONU) sur le cas du Gabon. Disant compter sur l'impartialité de ces institutions en vue

des sanctions contre le pouvoir. Le président provincial du Parti gabonais du progrès a invité les militants et l'ensemble de la population gabonaise à ne pas céder au découragement, indiquant que les actions des institutions précitées sont lentes mais finissent toujours par arriver. Autre sujet abordé, le départ en catimini du Gabon de Bouygues énergies et services. C'est par une visioconférence que les responsables de cette société française ont annoncé à leurs employés la cessation de leurs activités « pour cause de difficultés financières ». Dominique Bambala, le secrétaire général du bureau provincial du PGP, a fustigé cette situation qui pénalise des centaines de familles. Il a enfin exprimé son étonnement face au silence des pouvoirs publics sur la question.

Éducation/Œuvre de bienfaisance

Gabriel Tchango en soutien à plus d'un millier d'enfants

René AKONE DZOPE
Port-Gentil/Gabon

Gabriel Tchango, député du 3e arrondissement, a offert, vendredi écoulé, des kits scolaires aux enfants des écoles Saint-Paul des Bois et Saint-André. Un geste qu'il accomplit depuis une dizaine d'années sans discontinuer, au profit des couches défavorisées de la société. C'est Aude Tchango représentant le bienfaiteur empêché qui a accompli le geste. Cette année, ils sont 1 466 enfants à en bénéficier, en présence, entre autres, de Modeste Binet, Narcisse Kinga et Jean-Louis Essono Mintsas, respectivement représentant du gouverneur, aumônier des écoles catholiques et chef de secteur catholique.



Photo : Julie Nguimbi

Aude Tchango congratulant quelques enfants.

De nombreux parents d'élèves étaient également de la partie. Occasion pour Aude Tchango de rappeler l'importance que l'ancien membre du gouvernement accorde à l'éducation et à la formation qui, selon elle, sont le socle du développe-

ment d'une nation. A l'en croire, le geste du jour traduit aussi la volonté et la détermination de son auteur à apporter sa modeste contribution à la mise en route du pacte social du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, qui prône l'excellence, la culture de l'esprit



Photo : Julie Nguimbi

Les officiels et quelques bénéficiaires après la cérémonie.

de partage et de solidarité. « Ceux qui ont un peu doivent donner à ceux qui n'en ont pas, afin que nul ne reste au bord de la route », a-t-elle indiqué. Constance Nkie Beyeme et Léonce Clara Mombo, directrices, respectivement de Saint-Paul des Bois et

Saint-André, ont exprimé leur reconnaissance au bienfaiteur qui, ont-elle expliqué, « en dépit de la crise économique fortement ressentie à Port-Gentil, a maintenu son action. Toutes choses qui démontrent, s'il en fallait encore, tout l'intérêt que ce dernier accorde

au secteur de l'éducation. » « Ce geste que vous posez est, d'une part, devenu une tradition et la démonstration de votre engagement et de votre détermination à accompagner le gouvernement dans la formation d'une élite au service de la nation. D'autre part, il marque votre élan de solidarité qui s'inscrit dans la politique de partage prônée par le président de la République, dans son triptyque paix-développement et partage », a confié Léonce Clara Mombo. Avant que parents et élèves ne passent à leur tour exprimer leur gratitude à Gabriel Tchango dont l'initiative vient soulager, selon eux, leurs incertitudes en cette période de rentrée des classes marquée par les effets négatifs de la mauvaise conjoncture.

Vie des partis politiques/PDS

Remobilisation des troupes au 1er arrondissement

SYM
Port-Gentil/Gabon

Le domicile de Joseph Adamon, coordinateur du Parti pour le développement et la solidarité sociale dans le 1er arrondissement, a accueilli, dimanche dernier, une rencontre politique. Occasion pour le coordinateur communal A, Jean-Jacques Igambas Ikinda, d'entretenir les militants sur plusieurs sujets d'actualité. Abordant notamment la question des prochaines élections législatives, il a



Photo : Adjaf Ntoureoume

Joseph Adamon remettant à une bénéficiaire son présent.

juin dernier, il a poursuivi sa dynamisation avec l'ins-

tallation de plus d'une trentaine de cellules. Pour

les scrutins à venir, les législatives et les locales, le PDS s'est fixé pour objectifs d'améliorer le nombre de ses élus. Il entend ainsi s'appuyer sur les stratégies qui lui ont permis d'être toujours représenté au Parlement et dans un certain nombre de collectivités locales. Soulignons que les retrouvailles au domicile de Joseph Adamon ont été l'occasion pour les responsables locaux du PDS d'apporter leur assistance à plusieurs militants, par la remise des kits scolaires à leurs enfants. Tout comme Jean-Jacques Igambas

Ikinda s'est réjoui de la nomination d'une des leurs au gouvernement. En effet, fervente militante du PDS, Carmen Ndaot a été nommée ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle au sein du gouvernement Issoze Ngondet II. L'orateur a donc demandé aux militants de la soutenir, afin qu'elle réussisse la mission qui lui a été confiée par les plus hautes autorités du pays. Non sans faire l'économie des actions à caractère social qu'elle a récemment posées dans la cité pétrolière.